



# Monique RABIN

Députée de Loire Atlantique  
Pays de Retz



«ACTUS/ACTIONS» Les thèmes de l'Assemblée portés par Monique Rabin  
Commerce extérieur - Handicap - Vieillesse - Territoires - Education - Jeunesse...  
Sept 2013 - N° 1

## FINANCES

- La lutte contre la fraude fiscale continue de porter ses fruits.

**Actu :** au niveau national, les dispositifs de lutte contre la fraude ont été renforcés : application stricte de la circulaire pour les fraudeurs, intensification des contrôles des douanes. Au niveau international, le dernier G20 a adopté un calendrier précis pour que l'échange automatique d'informations devienne la règle d'ici 2015. Les recommandations de l'OCDE pour que les multinationales n'échappent plus à l'impôt sont adoptées : le texte mentionne pour la première fois la transparence des trusts, utilisés trop souvent pour échapper à l'impôt.

### CHIFFRES CLÉS :

- 1 100 dossiers de régularisation fiscale déposés en 2 mois, soit autant qu'au cours des 2 dernières années
- au premier trimestre 2013, les saisies d'argent liquide par les Douanes se sont élevées à plus de 100 M €, en augmentation de 500 %.

**Action :** membre de la commission des finances, je suis le projet de loi de lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique. Adoption du texte en commission le 10/09/2013 (nouvelle lecture).

## COMMERCE EXTERIEUR

- Résultat du commerce extérieur pour le mois de juillet 2013 : les exportations progressent.

**Actu :** les importations redémarrent en juillet, essentiellement du fait d'un net rebond des achats énergétiques. Les exportations progressent également, mais leur niveau reste cependant en deçà du pic atteint en avril au plus fort des performances des industries aéronautiques, spatiales et navales. Au final, le déficit se creuse de plus de 600 millions d'euros.

**CHIFFRES CLÉS :** 1 milliard de déficit c'est 10 000 emplois perdus en France.

**Action :** Rapporteuse spéciale sur le budget du commerce extérieur, j'ai auditionné cette semaine M. David APPIA, ambassadeur, directeur de l'Agence Française des investissements internationaux et M. Marc Lhermitte du Cabinet Ernst & Young pour un regard croisé sur l'évaluation de l'attractivité de la France.

## HANDICAP-ACCESSIBILITE



- La Délégation interministérielle à l'accessibilité présente une étude sur les pratiques et démarches des villes.

**Actu :** l'enquête regroupe les réponses de plusieurs grandes villes sur la façon dont elles relèvent les défis posés par les échéances de 2015. « La loi de 2005 sur le handicap et ses textes d'application ont été un des leviers de l'évolution de la cité. Ce dispositif a conduit au déploiement d'une meilleure accessibilité généralisée et d'une qualité d'usage toujours plus grande ». Les réponses révèlent aussi quelques constantes : ainsi, l'impulsion donnée par les élus et la nomination de chargés de mission ou de référents handicap aide au développement d'une culture de l'accessibilité. Néanmoins, les difficultés financières sont réelles. Les villes estiment, dans leur ensemble, que les objectifs fixés par la loi de 2005 en termes d'accessibilité généralisée seront difficiles à atteindre en 2015. Sans renoncer à cet objectif, elles souhaitent planifier leur action au-delà de 2015. Dans son rapport « Réussir 2015 », publié le 1er mars 2013, la sénatrice Claire-Lise Campion proposait déjà d'accorder un délai supplémentaire... Ce point est actuellement en discussion

**Actions :** j'adresse un questionnaire aux communes de la circonscription pour évaluer les difficultés de la mise en accessibilité. Nous y travaillons à l'Assemblée dans le groupe d'étude sur l'intégration des personnes handicapées dont je suis membre.

Sur le plan financier, j'utilise les moyens modestes dont je dispose (la réserve parlementaire) pour soutenir les projets des communes qui s'engagent sur des travaux d'accessibilité.

**En savoir plus :** [télécharger le rapport](#)

## HANDICAP-ECOLE



- Le défenseur des droits réclame des mesures concrètes pour garantir le droit à l'instruction des enfants handicapés.

**Actu :** dans un courrier adressé aux ministres de l'éducation et des affaires sociales et de la santé, Dominique Baudis, défenseur des droits, rappelle que le droit à l'instruction est garanti par la Constitution. « C'est pourquoi, écrit-il, je vous remercie de bien vouloir me faire part des mesures que vous entendez prendre pour remédier à cette situation douloureuse pour les enfants handicapés et leurs familles dans la perspective, notamment, de la prochaine loi de financement pour la sécurité sociale ».

**Action :** défense de l'inclusion scolaire lors du débat sur la refondation de l'Ecole. Action auprès du Ministre de l'Education nationale pour l'ouverture de la classe signante en Pays de la Loire à la rentrée 2013 et soutien au statut des AVS (Assistants de Vie Scolaire).

**En savoir plus :** [télécharger le rapport d'activités 2012 du Défenseur des droits](#)

## TERRITOIRES-LOGEMENT

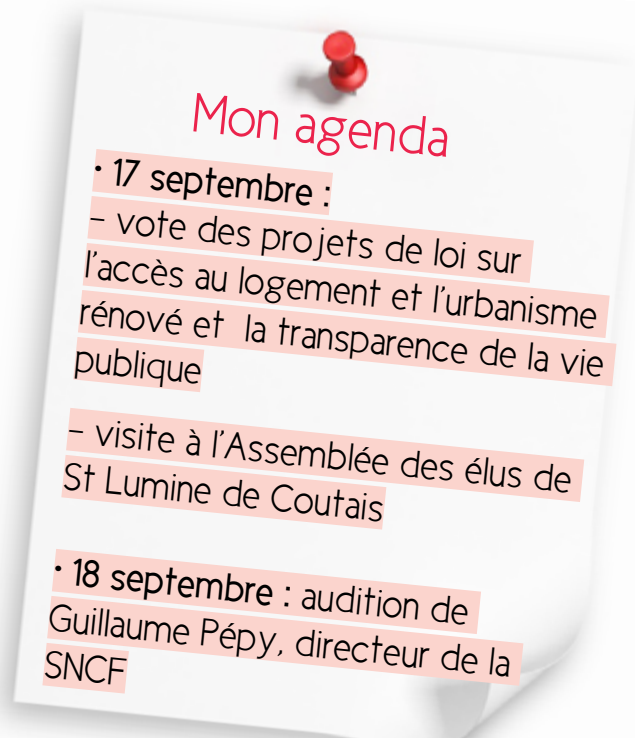
- Logement : l'examen du projet de loi a débuté à l'Assemblée nationale.

**Actu :** l'examen du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur), a débuté ce mardi à l'Assemblée nationale. Il vise à combattre la crise du logement, marquée depuis de nombreuses années par une forte augmentation des prix, une pénurie de logements et une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Ce texte prévoit notamment l'encadrement des loyers dans les agglomérations de plus de 50 000 habitants. Objectif : éliminer les excès, contenir l'évolution des prix et protéger le budget des Français. Ce dispositif s'articulera autour d'un loyer médian de référence, déterminé par un Observatoire local des loyers et fixé par arrêté annuel du préfet de département. Une garantie universelle des loyers est également prévue sur l'ensemble du parc privé. D'autres dispositions seront prises pour simplifier la location (diminution du préavis à 1 mois dans les zones tendues, ...), affecter la quasi-totalité des frais d'agence au bailleur, encadrer les tarifs des syndics, mettre fin aux marchands de listes, lutter contre les marchands de sommeil.

**CHIFFRES CLES :** 1 locataire sur 5 du parc privé dépense plus de 40 % de ses revenus pour se loger

**Action :** mon intervention en séance mardi axée sur le logement comme bien premier.

**En savoir plus :** [visionner mon intervention](#)



Sources :  
portail du gouvernement  
douane.gouv.fr  
maire-info.fr

[www.moniquerabin.fr](http://www.moniquerabin.fr) - <https://www.facebook.com/monique.rabin.9>



Je ne souhaite plus recevoir les actus/actions de Monique Rabin